

Création d'un espace inter-associatif sur le site de la Faculté de Médecine Lyon Sud

Campus Lyon Sud – Charles Mérieux Domaine des HCL – CHU Lyon Sud
69310 PIERRE BENITE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P PRO / DCE V3

Lot N°04 REVETEMENT DE SOLS SOUPLES

MAITRE D'OUVRAGE

Université Claude Bernard Lyon 1
Bâtiment Jules-Victoire Daubié 43, boulevard du
11 novembre 1918
69622 VILLEURBANNE Cedex

Architecte

Chaveneau Ohashi Architecte
2 rue Diderot
69001 LYON

Économiste

ME2CO
208, rue des Cordiers
71000 MACON

B.E.T. Structure

DIDIER PIERRON DPI
1, rue du Docteur Papillon
69100 VILLEURBANNE

Sommaire

REVETEMENT DE SOLS SOUPLES	3
1 Prescriptions générales	3
1-1 OBJET	3
1-2 DEFINITION DES OUVRAGES	3
1-3 DEVOLUTION DES MARCHES	4
1-3-1 Type de marché de travaux	4
1-3-2 Attribution des marchés	4
1-3-3 Désignation du lot principal	4
1-4 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)	4
1-5 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR	5
1-6 PRESCRIPTIONS, REGLEMENTS ET NORMES	5
1-7 FRAIS INTER-ENTREPRISES	6
1-7-1 Compte prorata	6
1-7-2 Nettoyage de chantier	6
1-8 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	6
1-9 RESPONSABILITE GENERALE	7
1-10 CONNAISSANCE DES LIEUX	7
1-11 PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT	7
1-12 ESSAIS	7
1-13 NOTA	7
2 Spécifications générales	8
2-1 OBSERVATIONS CONCERNANT LES C.C.T.P.	8
2-1-1 Etude et interprétation du C.C.T.P.	8
2-2 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES	8
2-3 INSTALLATION DE CHANTIER	9
2-3-1 Installation de chantier	9
2-3-2 Clôtures de chantier, panneaux et signalisations	9
2-4 TOLERANCES DIMENSIONNELLES	9
2-5 GESTION DES DECHETS	9
2-5-1 Organisation du tri des déchets, gestion des bennes et évacuation	9
2-5-2 Tri et évacuation pour chaque entreprises	10
2-6 LIVRAISON DES OUVRAGES	10
2-6-1 Réception des supports	10
2-6-2 Réception des ouvrages	10
2-6-3 Contrôles, vérifications, réceptions	11
2-6-4 Nettoyage	11
2-7 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	12
2-7-1 Dossier d'exécution (EXE)	12
2-7-2 Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)	13
3 Limites de prestations	14
4 Description et localisation des ouvrages	15
4-1 PREPARATION DES SUPPORTS	15
4-1-1 Décapage de sols	15
4-1-2 Ragréage	15
4-2 MOQUETTE	15
4-2-1 Sol textile	15
4-3 SOLS PVC HETEROGENE	16
4-3-1 Sols PVC acoustiques	16
4-4 OUVRAGES DE FINITION	17
4-4-1 Tapis de sol amovible	17
4-4-2 Seuil de portes	17

REVETEMENT DE SOLS SOUPLES

1 Prescriptions générales

1-1 OBJET

1-1 1 Objet

Le présent document a pour objet la définition et la prescription des travaux du présent lot nécessaire " *Création d'un espace inter-associatif sur le site de la Faculté de Médecine Lyon Sud* ", *Campus Lyon Sud – Charles Mérieux Domaine des HCL – CHU Lyon Sud 69310 PIERRE BENITE*.

1-2 DEFINITION DES OUVRAGES

1-2 1 Les plans et dessins complètent le présent document pour définir les prestations dues par l'entrepreneur du présent lot.

Les plans, dessins et le présent document serviront de base aux règlements en tenant compte de l'ordre de préséance stipulé au C.C.A.P. Les ouvrages figurants sur l'un des documents et omis dans l'autre sont dus au marché.

D'autre part, le présent document et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art, des règlements et normes en vigueur et des règles élémentaires de l'esthétique.

L'entrepreneur, par le fait même de son acte d'engagement, s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par les connaissances de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

En cas de contradiction ou d'interprétation différente entre deux ou plusieurs articles du présent document, ou entre deux pièces contractuelles du dossier, se sont toujours les stipulations ayant pour résultat final une meilleure qualité d'ouvrage qui primeront sur les autres. Néanmoins, durant l'étude, et avant la remise de son offre, chaque concurrent devra signaler, par écrit, via la plateforme des marchés publics toutes anomalies ou contradictions qui lui apparaîtraient. Le maître d'œuvre se réservant, après examen, le droit de rédiger un additif qu'il adressera immédiatement à tous les concurrents.

Les entreprises peuvent se procurer auprès du maître d'œuvre et des bureaux d'études techniques tous les renseignements nécessaires à leurs études et leurs remises de prix via la plateforme des marchés publics

Toutes les dimensions sont données à titre indicatif et devront être vérifiées sur place avant exécution.

L'entreprise devra exécuter ses travaux en respectant les avis du bureau de contrôle.

1-3 DEVOLUTION DES MARCHES

1-3-1 Type de marché de travaux

1-3-1 1 Lot traité global et forfaitaire

La présente opération est traitée à **PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

Chaque entrepreneur vérifiera les plans et documents graphiques ainsi que leur correspondances avec les pièces écrites du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître d'Ouvrage toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences techniques ou financières sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état. S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagne d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif ou quantitatif, pour prétendre à un supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure sur les plans.

1-3-2 Attribution des marchés

1-3-2 1 Marché d'entreprises séparées

Le C.C.A.P. s'applique aux marchés des travaux traités par appel d'offres s'adressant à des entreprises séparées pour l'ensemble des travaux de bâtiment. Les entreprises titulaires des marchés séparés assument la responsabilité de leurs travaux jusqu'à l'expiration des garanties légales. Ces entreprises participent aux dépenses communes de chantier (voir compte prorata).

1-3-3 Désignation du lot principal

1-3-3 1 Désignation du lot principal

Le lot principal à qui incombera toutes les démarches administratives, le compte-prorata, les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est le lot **PLATRERIE - PEINTURE**

1-4 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

1-4 1 Lecture et étude cadre de bordereau.

Un cadre de bordereau sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées pour le projet. L'entreprise est tenue de mettre ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre. Il est rappelé que ce document n'est pas contractuel.

1-5 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

1-5 1 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Pose en intérieur ou en extérieur
- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier
- Compatibilité des matériaux entre eux

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

1-6 PRESCRIPTIONS, REGLEMENTS ET NORMES

1-6 1 L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes suivant :

- D.T.U : Documents Techniques Unifiés établis par le C.S.T.B. en vigueur à la date de remise de l'offre et ayant trait à toutes les catégories d'ouvrages inclus au présent lot, accompagnés de leur C.C.S (Cahiers des Clauses Spéciales).
- C.C.T.G : Cahier des Clauses Techniques Générales.
- Les Normes Françaises (N.F) et Européennes (EN) homologuées.
- Les règles de calculs.
- Les avis techniques et agréments publiés par le C.S.T.B avec les différentes mises à jour et annexes.
- Les Normes Françaises avec ou sans estampilles.
- Le code de l'urbanisme.
- Le code de la construction et de l'habitation.
- L'ensemble des essais et attestations d'essais et de fonctionnement de l'A.Q.C (anciens P.V COPREC).
- Les prescriptions des fabricants.
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction.
- Le code du travail.
- Tous les règlements administratifs issus de décrets, arrêtés, circulaires, concernant la salubrité, la sécurité, l'hygiène, etc...
- Les règlements de sécurité.
- Les décrets concernant la sécurité des chantiers.
- Les règlements de sécurité contre l'incendie.
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville.
- Les avis des bâtiments de France.
- Le C.C.A.G (Cahier des Clauses Administratives Générales).
- Les répertoires des éléments et ensembles préfabriqués du bâtiment.
- Les normes françaises de l'AFNOR homologuées par arrêté ministériel en vigueur à la date de remise des offres (les seules dérogations permises seront celles apportées par des circulaires ou arrêtés ministériels).
- Etc. ...

La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

1-7 FRAIS INTER-ENTREPRISES

1-7-1 Compte prorata

1-7-1 1 Compte prorata

Chaque entrepreneur devra se référer aux prescriptions du C.C.A.P. de l'opération.

En l'absence de précision sur le C.C.A.P. de l'opération, les dépenses imputées sur le compte Prorata sont les suivantes :

- Les frais de tenue et de gestion du compte
- Les frais de location, de consommables, de nettoyage, et d'entretien des installations de chantier pendant toute la durée TCE du chantier (sanitaires, vestiaires, réfectoires, salle de réunion, installations électriques, clôture de chantier)
- Les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone durant la durée TCE du chantier
- Les frais de remise en état des installations et ouvrages endommagés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mise à la disposition commune
- Les charges temporaires de voirie et de police (occupation, entretien et réparation de la voie publique)
- Les frais de mise en place, de gestion et d'évacuation aux décharges des bennes à gravats (y compris frais de déchetterie)
- Les frais de gardiennage
- Les frais de panneau de chantier
- Les frais de déplacement, d'entretien et de remaniement des clôtures de chantier
- Les frais de nettoyage de chantier lorsque les entreprises n'ont pas procédé de manière correcte à leur propre nettoyage
- Les frais de nettoyage général avant réception

Le compte Prorata sera approvisionné par des retenues sur situations de travaux et régularisé au réel en fin de chantier. Les dépenses seront comptées au plus juste sur la base du prix de revient brut à l'exclusion de tout bénéfice.

Le compte prorata sera géré par l'entreprise de plâtrerie - peinture

1-7-2 Nettoyage de chantier

1-7-2 1 Nettoyage.

Chaque entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser ses gravats et ceci au fur et à mesure de l'avancement, il doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Les nettoyages intérieurs avant la réception seront exécutés par le **lot Plâtrerie - Peinture**.

Les nettoyages extérieurs avant la réception seront imputés au prorata. Si l'état de propreté est jugé insuffisant. Le Maître d'Œuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les entrepreneurs fautifs, ou s'il y a lieu seront imputés au compte prorata.

1-8 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

1-8 1 Obligations de l'entrepreneur

Toutes les mesures devront être prises par chaque entrepreneur pour garantir en permanence et dans tous les cas la sécurité des tiers et des travailleurs sur le site de l'opération.



1-9 RESPONSABILITE GENERALE

- 1-9 1 La responsabilité de l'entrepreneur à l'égard du client et des tiers n'est en rien diminuée par l'existence d'un projet d'appel d'offres établi par le Maître d'Œuvre.
Les dimensionnements, descriptions d'ouvrages et autres caractéristiques figurant au présent document ne sont données qu'à titre indicatif et minimal et doivent être contrôlés par l'entreprise, tant pour la réponse à l'appel d'offres que pour l'exécution. L'entrepreneur sera tenu de réparer, à ses frais, toutes les dégradations que son intervention aura causé, tant sur ses ouvrages que sur ceux des autres corps d'état.

1-10 CONNAISSANCE DES LIEUX

- 1-10 1 Les entrepreneurs sont réputés, par le fait même de leur soumission, avoir une connaissance parfaite des lieux et terrains où doivent être réalisés les travaux.
Ils sont donc réputés avoir pris connaissance du site, de l'emplacement, des conditions générales, régionales et locales, ainsi que des conditions climatiques, des possibilités en eau et en énergie, des servitudes éventuelles, etc... des possibilités d'accès et de stockage des matériaux, des possibilités d'installation de chantier.
En résumé, les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés avoir une connaissance parfaite des lieux, et en général, de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter. Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

1-11 PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

- 1-11 1 Les réseaux d'égout en place ne sauraient en aucun cas servir d'exutoire au lavage des véhicules et bennes de béton, ainsi qu'au rejet d'huiles de vidange, hydrocarbures et autres produits.
Les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les obturations des ouvrages d'assainissement en place soit par les coulées de boues et graviers résultant des travaux faisant l'objet de leur marché soit par des déchets de chantier.
Tout déversement accidentel, toutes obturations, devront être immédiatement signalés au Maître d'Œuvre qui fera effectuer les travaux de remise en état et de nettoyage aux frais des entreprises responsables.

1-12 ESSAIS

- 1-12 1 Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer, un mois au minimum avant la réception des travaux, l'ensemble des essais et attestations d'essais et de fonctionnement de l'A.Q.C (anciens P.V COPREC), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées. Les résultats de ces essais et vérifications seront adressés, par écrit, au maître d'œuvre avant la réception.

1-13 NOTA

- 1-13 1 Les plans et CCTP forment un tout et se complètent mutuellement pour exprimer le projet.
Les indications portées sur les plans et non mentionnées explicitement dans le CCTP sont également à prendre en compte dans le cadre du marché.

2 Spécifications générales

2-1 OBSERVATIONS CONCERNANT LES C.C.T.P.

2-1-1 **Etude et interprétation du C.C.T.P.**

2-1-1 1 **Étude et lecture du CCTP**

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du projet, ainsi que des clauses et prescriptions des documents contractuels d'ordre général ou particulier auxquels il est soumis.

Par le fait même de soumissionner, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

Les C.C.T.P. définissent, dans toute la mesure du possible, les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires **au complet et parfait achèvement des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, mêmes s'ils ne sont pas explicitement décrit mais qu'ils s'avèrent nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'art et conformes aux normes et réglementation en vigueur.**

Le C.C.T.P. et les documents graphiques se complètent réciproquement. L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le Maître d'Œuvre. L'entrepreneur est tenu d'informer par écrit la Maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le C.C.T.P. et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du C.C.T.P. pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seront exécutés conformément aux décisions de la Maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent C.C.T.P. est formellement dû et vice-versa.

2-2 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

2-2 1 **Vérification des cotes**

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents.

Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, toutes les erreurs ou omissions qui pourraient être constatées. De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés.

S'il y a lieu, la Maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la Maîtrise d'œuvre.

2-3 INSTALLATION DE CHANTIER

2-3-1 Installation de chantier

2-3-1 1 Installation de chantier

L'installation de chantier devra prévoir l'implantation sur le site de tous les ouvrages, matériels et matériaux que l'entrepreneur jugera nécessaire pour permettre, la bonne réalisation des travaux, le respect des délais et de la qualité demandée, et la bonne tenue du chantier.

L'entrepreneur titulaire du lot principal devra prendre à sa charge toutes les autorisations nécessaires à l'ouverture du chantier et de voiries liées à l'installation du chantier.

Chaque entrepreneur devra réaliser un dossier PPSPS conformément à la réglementation en vigueur et se conformer aux prescriptions du PGC établi par le coordonnateur SPS.

2-3-2 Clôtures de chantier, panneaux et signalisations

2-3-2 1 Clôtures, panneaux et signalisations

L'entrepreneur titulaire du lot plâtrerie-peinture devra la fourniture et la pose d'une clôture de chantier délimitant les bennes de chantier pour le tri des déchets, en conformité avec les prescriptions des services techniques de la ville et du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur devra assurer le maintien et l'entretien de ces barrières durant la totalité de la durée du chantier, ainsi que l'ouverture et la fermeture journalière des accès.

L'entrepreneur devra également réaliser les travaux de signalisation routière « interdit au public », « port du casque », « sortie de camions », ... suivant les prescriptions du coordonnateur SPS.

2-4 TOLERANCES DIMENSIONNELLES

2-4 1 Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les :

- Normes
- DTU / CCTG
- Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter strictement ces tolérances pour leurs ouvrages. Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le maître d'œuvre pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

2-5 GESTION DES DECHETS

2-5-1 Organisation du tri des déchets, gestion des bennes et évacuation

2-5-1 1 Bennes à déchets

Rappels principaux :

- Aucun feu ni aucun stockage de déchets ne sera accepté sur le chantier
- Chaque corps d'état doit l'enlèvement de tous ses déchets, emballages, gravats situés dans l'emprise du chantier, vers l'aire de stockage et de tri sélectif suivant ces modes opératoires habituels, sous réserves d'acceptation par la Maîtrise d'Œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage
- Le nettoyage des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords, sera à la charge du lot principal

Les déchets seront classés en trois catégories, conformément à la réglementation en vigueur :

- Déchets inertes (DI), à évacuer en décharge de classe III : gravats, terres et matériaux de terrassement, briques, tuiles, céramique, laine minérale
- Déchets industriels banals (DIB), à évacuer en décharge de classe II : bois non traité, plastique, polystyrène, verre et matériaux contenant du plomb
- Déchets industriels spéciaux (DIS), à évacuer en décharge de classe I : huiles, accumulateur au plomb, bois

traités, matériaux d'isolation amiantés, pots de peinture solvantée, produits étiquetés F, F+, T, Xn ...

La gestion des bennes de stockage des déchets de chantier sera conforme à la réglementation (DI, DIB, DIS, emballages), incluant les logos de repérages des bennes, les panneaux explicatifs des principes de tri et la gestion des bordereaux de suivi des bennes. Ces bennes seront placées sur une ou plusieurs plateformes étanches, dont l'emplacement pourra évoluer selon l'avancement des travaux. Chacune des grues présentes sur le chantier devra pouvoir desservir au moins l'une de ces plateformes. Leur accès depuis les parties des bâtiments en construction sera facilité par des cheminements en dur permettant la circulation de containers ou de brouettes. Le traitement de tous les déchets sera réalisé par un centre de stockage agréé.

L'entreprise titulaire du lot "plâtrerie peinture" devra la réalisation d'une aire de stockage centralisé et de tri sélectif constituée de bennes ou containers avec signalétique explicite, à savoir :

- 1 benne pour les déchets inertes (DI)
- 1 benne pour les déchets industriels banals (DIB)
- 1 benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS)

L'entreprise titulaire du **lot plâtrerie - peinture** devra également contrôler la bonne exécution du tri et procéder à l'enlèvement des bennes jusqu'aux décharges appropriées.

2-5-2 **Tri et évacuation pour chaque entreprises**

2-5-2 1 **Tri et évacuation des déchets de chantiers pour chaque entreprises**

Suivant la réglementation en vigueur, il est rappelé que chaque entrepreneur devra procéder au tri de ses déchets de chantier, à leurs chargement et leurs évacuation sur les sites agréés. Il est entendu que les surcoûts engendrés par le tri et l'évacuation des déchets sont inclus dans les prix unitaires de l'entreprise et qu'il ne sera accordé aucune plus value à ce titre.

Les déchets devront être chargés et évacués en décharges agréées contre récépissé qui sera remis au Maître d'Ouvrage lors du dossier de recollement.

Les déchets devront être triés et évacués quotidiennement et ne seront, en aucun cas, stockés sur le site.

2-6 **LIVRAISON DES OUVRAGES**

2-6-1 **Réception des supports**

2-6-1 1 **Réception des supports**

Les D.T.U. précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc..., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, l'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seraient à la charge de l'entreprise défailante.

Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

2-6-2 **Réception des ouvrages**

2-6-2 1 **Réception des ouvrages**

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique et un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'Ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

2-6-3 **Contrôles, vérifications, réceptions**

2-6-3 1 **Contrôles, vérifications, réceptions**

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'AFNOR. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux CCTP correspondants et aux échantillons agréés. L'entrepreneur fournira également les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques, un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP. Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être en cours de validité.

2-6-4 **Nettoyage**

2-6-4 1 **Nettoyage du chantier**

Chaque Entrepreneur est tenu de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravois et déchets au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la Maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'Entrepreneur concerné. L'enlèvement des gravois se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public.

Les nettoyages, durant le cours des travaux, sont exécutés par chaque entrepreneur concerné, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre. Tous matériaux ou matériels abandonnés par les Entrepreneurs sur le chantier en dehors des points et des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois. Les Entrepreneurs ne pourront déposer aucune plainte, ni demander aucune indemnité du fait de l'enlèvement de ces matériels et matériaux abandonnés et enlevés par des équipes de nettoyage.

Chaque entreprises devra prendre toutes les précautions pour éviter de salir les voiries et abords du chantier. Elles doivent exécuter le nettoyage journalier de ces voiries et abords ainsi que les réparations de toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique pendant la durée du chantier. Les frais en résultant sont à leurs charge.

Après exécution de ses travaux, l'Entrepreneur doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci. Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer les ouvrages. Chaque entrepreneur a à sa charge la démolition et l'enlèvement de ses protections provisoires, et ce à une date la plus proche possible de la réception. L'entrepreneur du lot principal doit déposer les installations de chantier sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre.

2-7 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

2-7-1 **Dossier d'exécution (EXE)**

2-7-1 1 **EXE à la charge des ENTREPRISES**

L'entrepreneur devra établir son dossier d'exécution qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage
- Les plans d'exécution (P.E.O. + P.A.C.)
- Les notes de calculs justificatives permettant d'obtenir l'avis favorable du bureau de contrôle
- Les procédures de fabrication, de montage
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés
- Les fiches techniques définissant les revêtements de surface des métaux et leurs procédures d'application
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges

Ce dossier est accompagné des échantillons requis.

Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution.

Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage.

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

L'Entrepreneur effectue en outre l'ensemble des analyses des phases de montage. L'Entrepreneur modifie, à sa charge, les points de la note de calculs qui font l'objet d'une objection de la part de la Maîtrise d'Œuvre (objection d'ordre technique ou pour non-respect de l'esprit de la conception initiale).

2-7-2 **Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)**

2-7-2 1 **Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E)**

Dès que les travaux seront terminés et réceptionnés, l'entreprise remettra au maître d'œuvre son D.O.E : Dossier des Ouvrages Exécutés, en 3 exemplaires "papier" + 1 C.D ou clé USB au choix du Maître d'Oeuvre. Ce document doit comprendre les éléments suivants :

- Les notes de calcul, plans et schémas actualisés,
- Les plans de montages et de chantier,
- Les procès-verbaux de classification et de certification,
- Les fiches techniques des matériaux et produits utilisés,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française,
- L'ensemble des essais et Attestations d'essais de fonctionnement de l'A.Q.C. (anciens P.V. COPREC),
- Les bordereaux d'approbation du bureau de contrôle,
- La liste des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs,
- Les certificats de conformité,
- Les certificats de garantie.

A la réception des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations. Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

L'information verbale de l'utilisateur sur le site pendant la durée nécessaire devra s'appuyer sur les documents écrits ou graphiques.

3 Limites de prestations

3 1 Travaux à la charge du lot Démolition

Le lot démolition aura à sa charge :

- La démolition des cloisons existantes et des portes attenantes
- La démolition des faux plafonds existant
- Le curage intérieur du plateau (hors lots techniques)
- Piquage du carrelage

3 2 Travaux à la charge du lot Électricité

Le lot Électricité aura à sa charge :

- Coffret principale de protection de chantier et alimentation de chantier,
- Coffrets de chantier selon zone de travail,
- Éclairage provisoire de chantier
- Réseau de terre
- La dépose des appareillages électriques existant au droit du plateau à réaménager (chemin de câbles, câbles électriques, luminaires et petits appareillages)
- La fourniture et la pose en attente des fourreaux au plafond ou au sol ainsi que le marquage au sol des emplacements exacts et de la hauteur du trou à effectuer,
- Les renforcements nécessaires pour les fixations (tiges, plaques, contre-plaques, etc...) de ses appareillages,
- La restitution des degrés de coupe-feu et de l'isolation thermique après passage des incorporations
- Les saignées et rebouchages avec retrait,
- L'attente de la dernière couche avant la pose des luminaires et des enjoliveurs des appareillages.
- L'ossature primaire des luminaires.
- Le plan de repérage des découpes des faux plafonds.
- Les liaisons équipotentielles locales.

3 3 Travaux à la charge du lot CVC / Plomberie

Le lot CVC/PS aura à sa charge :

- Pour les consommations de chantier : un compteur provisoire pourra être installé
- La dépose des appareillages existants au droit du plateau à réaménager (radiateurs existants, tuyauterie non conservée, réseau en plafonds non utilisés)
- Tous les raccordements des alimentations laissées en attente pour les équipements CVC / Plomberies
- Tous les réseaux d'évacuations à l'intérieur du bâtiment pour les équipements CVC / Plomberies
- La fourniture et la pose de tous les câbles d'asservissement.
- Costière et raccords d'étanchéité au droit des gaines de rejet d'air en toiture terrasse (CTA)

3 4 Travaux à la charge du lot Plâtrerie

Le lot Plâtrerie - peinture aura à sa charge :

- La gestion du compte prorata regroupant les consommables et les frais de bennes de tri pour les déchets (emballages,...)
- Les frais de bennes de tri pour les déchets,
- Les clôtures provisoire de chantier,

3 5 Travaux à la charge du présent lot

Le lot Revêtements de sols aura à sa charge :

- La réception des supports après réalisation des travaux de démolition au droit des sols
- Le ragréage pour préparation avant mise en œuvre des revêtements de sols



4 Description et localisation des ouvrages

4-1 PREPARATION DES SUPPORTS

4-1-1 Décapage de sols

Décapage de sols de toutes natures, comprenant :

- Grattage, dépoussiérage et arasement des défauts de niveaux
- Evacuation des déblais, compris frais de décharge
- Toutes sujétions d'exécution

4-1-1 1 Décapage de sols de toutes natures

Décapage de sols de toutes natures

Localisation :

- Ensemble :
ensemble des sol du R+1

4-1-2 Ragréage

Application d'un ragréage autolissant, comprenant :

- Grattage, dépoussiérage et arasement des défauts de niveaux
- Fourniture et mise en oeuvre d'un primaire d'accrochage
- Toutes sujétions de mise en oeuvre permettant la pose collée de revêtement de sols

4-1-2 1 Ragréage

Ragréage autolissant :

- Classement des locaux : P3 maximum
- Épaisseur : de 3 à 10 mm

Localisation :

- Ensemble :
ensemble des sols du R+1 (hors salle de musique)

4-2 MOQUETTE

4-2-1 Sol textile

Fourniture et pose d'un revêtement de type moquette en lès, comprenant :

- Revêtement constitué d'un velours bouclé
- Pose par collage ou pose libre
- Coupes et découpes en laissant une marge suffisante dans les deux dimensions pour réaliser les joints et les arasements
- Éléments disposés dans le même sens et provenant d'un même lot (bain et teinture)
- Marouflage
- Calepinage
- Teintes et coloris au choix de l'architecte
- Toutes sujétions de pose

4-2-1 1 **PILOTE² de chez Balsan ou équivalent**

Sol en textile en dalles pose libre :

- Classement UPEC : U3 P3 (support bois - plancher technique)
- Épaisseur : 5,8 mm
- Réaction au feu : Bfl-s1
- Performance acoustique bruits aux chocs : $\Delta L_w = 23$ dB
- Absorption acoustique : $\alpha_w > 0,15$
- Pose libre

Localisation :

- Ensemble :

R+1 : Revêtement de sol sur plancher technique de la salle de musique

4-3 **SOLS PVC HETEROGENE**

4-3-1 **Sols PVC acoustiques**

Fourniture et pose de sols P.V.C. acoustique en lès, comprenant :

- Pose par collage avec colle acrylique
 - Coupes, découpes, marouflages et raccords
 - Assemblage par joints invisibles thermosoudés
 - Mise en place d'un dispositif anti-remontée d'humidité entre dallage et sol PVC dans le cas d'un dallage sur terre-plein conformément au DTU 13.3
 - Toutes sujétions de mise en œuvre permettant la pose collée de revêtement de sols
- L'ensemble sera mis en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant.

4-3-1 1 **Sols PVC en lès U4P3 - 19dB**

Sols PVC en lès de type Sarlon trafic 43 de chez Forbo ou équivalent:

- Classement UPEC : U4 P3 E2/3 C2
- Groupe d'abrasion : T
- Poinçonnement : Résistance élevé
- Épaisseur : 3,40 mm (dont 0,70 mm de couche d'usure)
- Largeur de lè : 2,00 m
- Réaction au feu : Bfl-s1 (M3)
- Spécificités : traitement bactériostatique et fongistatique
- Performance acoustique : $\Delta L_w = 19$ dB
- Sonorité à la marche : classe A
- Résistance à la glissance : R9
- Compatibilité sol chauffant : OUI
- Teinte : au choix de la Maîtrise d'œuvre

Localisation :

- Ensemble :

ensemble des sols du R+1 (sauf salle musique)

4-4 OUVRAGES DE FINITION

4-4-1 **Tapis de sol amovible**

Fourniture et pose de tapis de sol souple, comprenant :

- Ragréage type P3
- Fourniture et pose de cornière en aluminium y compris réglage et fixations
- Pose libre ou encastrée
- Coupes, découpes, entailles, chutes, nettoyage et protection
- Toutes sujétions de mise en œuvre

4-4-1 1 **Tapis de sol amovible en textile, 220 x120 cm**

Tapis de sol amovible :

- Dimensions : 80 x 120 cm
- Épaisseur : 17 mm
- Finition : textile, coloris au choix de l'architecte
- Pose : en décaissé
- Profil d'encadrement : aluminium anodisé

Localisation :

- Ensemble :
entrée au R+1

4-4-2 **Seuil de portes**

Fourniture et pose de barres de seuil de porte, comprenant :

- Fixation au sol
- Coupes, découpes et raccords
- Teintes et coloris au choix de l'architecte
- Toutes les sujétions de mise en œuvre

4-4-2 1 **Seuil collé en aluminium**

Seuil collé en aluminium :

- Aspect : anodisé naturel
- Largeur : 30 mm

Localisation :

- Ensemble :
R+1 liaison avec les zones conservées (porte local CTA, porte accès sanitaires, porte d'entrée